

Parti Révolutionnaire Communistes

www.sitecommunistes.org



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
<https://x.com/PRCommunistes>

18/08/2025

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 240 du 18 aout 2025**

Organiser la contre-offensive face à la politique d'austérité

Notre Parti Révolutionnaire Communistes a vivement condamné le budget de classe que s'emploie à faire avaler Bayrou et son gouvernement. Il s'agit d'un budget de super austérité qui frappe le salariat et continue à engraisser les capitalistes. Il frappe sur le plan financier et met en cause les conquêtes sociales sur la protection sociale et le chômage. C'est pourquoi, il doit être combattu vigoureusement. De ce point de vue, nous estimons nécessaire que soit mis à l'ordre du jour une puissante contre-offensive des salariés sur des revendications claires sur les salaires, l'emploi et la protection sociale. Pour cela, il ne suffira pas de pétitionner ou d'attendre la x^{ième} journée d'action. Les capitalistes ne comprennent qu'une chose le rapport de force et la mise en cause de leurs intérêts. De ce point de vue le moyen le plus efficace que possèdent les salariés, c'est la grève. C'est donc la question qu'il faut mettre à l'ordre du jour. Pour favoriser ce mouvement, notre *résumé ecosoc* s'emploie à mettre en lumière les actions et les appels qui vont dans ce sens. Quelques premiers exemples :

L'UD-CGT du Nord appelle à la grève et à manifester le 10 septembre,

Dans un tract, l'UD CGT du nord appelle le 10 septembre à la grève et à une manifestation à Lille pour : " Exiger l'abandon immédiat des mesures Bayrou".

C'est aussi le cas de la FNIC-CGT qui écrit : " La FNIC-CGT appelle à l'action : opposons le rapport de force à l'austérité". Dans un tract la FNIC-CGT donne les raisons de développer l'action, constatant que : " l'heure n'est plus aux constats, aux questionnements ni à l'indignation mais à la révolte ! C'est dans l'action et la grève que nous aurons des réponses !". La FNIC-CGT appelle à l'action et aux grèves Le 10 septembre 2025, et affirme : "faisons de cette date la révolte de notre classe.

La fédération du Commerce et des services appelle les salariés de la prévention sécurité et de la sûreté aéroportuaire à la grève le 10 septembre pour les salaires, l'emploi et la reconnaissance de la pénibilité.

Bayrou interviendra lors de la rentrée de la CFDT : La collaboration de classe bat son plein !

C'est officiel F. Bayrou interviendra lors de la journée de rentrée syndicale de la CFDT le mardi 26 août. Pour faire bon poids, la ministre du travail A. Panosyan-Bouvet le fera sur le thème de : " Quelle place pour la démocratie au travail" . Le débat outre la ministre comprendra la secrétaire générale de la CFDT : M. Léon et M. Hetzer président du cercle des jeunes dirigeants. Comme on le voit la CFDT prépare une *rentrée combative* ! Les travailleurs, n'ont rien à gagner de la collaboration de classe, ils doivent décider de l'action nécessaire pour faire échouer le plan d'austérité concocté par le grand capital et le pouvoir. Une date se précise le 10 septembre !

Marseille: les soignants des Baumettes en grève, haussent le ton pour leurs congés

Le personnel hospitalier du centre pénitentiaire, rejoint par leurs homologues de l'établissement pour mineurs de la Valentine, porte un message clair à la direction : " Nos congés, c'est pas du luxe !". Ces derniers, qui exercent dans les différentes unités de soins dans le milieu carcéral, sont " en grève illimitée ", à l'appel de la CGT.

C'est la volonté de la direction de l'AP-HM de leur supprimer des congés spécifiques, obtenus en 1994 qui est la cause du conflit. Hérités d'une réforme qui a fait passer les soignants exerçant en prison de la tutelle du ministère de la Justice à celui de la Santé, ces congés sont vus comme " la moindre des choses " par les soignants. Pour ces

personnels qui travaillent dans un milieu hostile avec de la violence, ces congés sont une façon de souffler et une forme de reconnaissance du travail accompli.

Eurofoil (Eure) en liquidation judiciaire

Le 3 juillet 2025, le tribunal de commerce d'Évreux a prononcé la liquidation judiciaire avec poursuite d'activité d'Eurofoil, fleuron industriel de Rugles (Eure). Cette entreprise compte plus de 100 salariés, elle est spécialisée dans la fabrication de feuilles d'aluminium pour l'emballage alimentaire. Sa fermeture serait un coup dur pour le bassin d'emploi de Rugles. En 2014 cette entreprise comptait 300 salariés. UN premier plan de redressement en 2014 avait conduit à la suppression d'une centaine d'emplois. Dans un tract, la CGT métallurgie Normandie " revendique le maintien des emplois dans l'entreprise ".

Novasco ex-Ascometal à nouveau en redressement judiciaire

La chambre commerciale du tribunal judiciaire vient de décider la mise en redressement judiciaire de la société Novasco, ex-Ascometal, fabricant d'aciers spéciaux, en écartant la liquidation judiciaire. La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée à la fin de la première semaine de septembre. Cette entreprise compte 760 salariés et c'est la quatrième mise en redressement judiciaire depuis 2014.

Rappelons qu'Ascometal a été repris en 2024 par un fond d'investissement britannique : Greybull Capital¹. Celui-ci s'était engagé à injecter 90 millions d'euros dans l'entreprise. Seuls 1,5 million d'euros ont finalement été versés. L'État a, quant à lui, fourni 75 millions d'euros sur les 85 millions promis. De fait aucun investissement n'a été réalisé depuis la reprise. Si le délai pour trouver un repreneur permet d'envisager une solution, inquiétude est grande selon Yann Amadoro, secrétaire CGT du comité social et économique (CSE) de voir le site d'Hagondange et ses 400 salariés en difficulté. Les salariés préparent une journée de mobilisation citoyenne pour le 4 septembre.

Dans un communiqué, la CGT insiste sur le caractère stratégique de l'entreprise et appelle à l'action : *"Alors que le gouvernement affirme qu'il faut soutenir l'industrie, accompagner la transition écologique, on est sur le point de fermer une aciérie électrique qui produit de l'acier de façon décarbonnée, avec une possible perte de souveraineté industrielle dans le secteur de l'automobile et de la défense. C'est une catastrophe économique, sociale et financière."*

Une assemblée générale se tiendra le **25 août** prochain, lors de la réouverture du site qui est en pause estivale. Une marche citoyenne est programmée le **4 septembre**.

Il est clair que dans cette affaire que la responsabilité de l'État qui a négocié la reprise par le fond d'investissement britannique, est engagée, en particulier dans la mesure où il n'a pas cherché à faire appliquer les termes de l'accord passé sur les investissements. L'absence volontaire de toute stratégie industrielle dans le domaine de la sidérurgie, comme dans d'autres d'ailleurs, conduit à de telles situations où les fonds se gavent de subventions puis se retirent une fois épuisées les possibilités de pillage. Cela confirme la nécessité d'une nationalisation complète de ce secteur.

Solvay : motif économique confirmé pour le licenciement des salariés protégés

Si le motif économique a été confirmé pour le licenciement des salariés protégés, certains d'entre eux souhaitent tout de même poursuivre la direction de Solvay aux prud'hommes. De son côté, le groupe belge a signé une convention de revitalisation jugée décevante par la CGT.

Rappelons qu'en septembre 2024, Rhodia Operations (Solvay) décidait de cesser la production de produits fluorés à Salindres. Un coup dur pour l'économie locale, avec 61 emplois supprimés dans un territoire où le chômage reste particulièrement élevé.

Conformément à la loi Florange², qui impose la recherche d'un repreneur en cas de fermeture d'un site industriel, la société a mené un processus sans succès. Elle est donc soumise à une obligation de revitalisation du territoire.

Mercredi 2 juillet, une convention a été signée entre Rhodia Operations et l'État pour accompagner ce plan. L'entreprise s'engage à financer des actions concrètes à hauteur de 369.000 euros, avec pour objectif de soutenir durablement l'économie locale.

Cet engagement ne représente pas grand chose au regard du chiffre d'affaire de Solvay qui était en 2023 de 13 410 d'euros et des dégâts provoqués par la pollution induite par les productions de PFAS .

Répression à la Poste (Seine-Maritime)

Les habitants de Beni Bocage en Seine Maritime confrontés à la fermeture de leur bureau de poste, se sont organisés en comité de défense. Le 11 avril, accompagnés par des militants de la Fapt-CGT, ils ont manifesté devant le siège régional de la poste. Ce rassemblement n'a donné lieu à aucune violence ni dégradation. Pourtant, après plusieurs semaines Christèle une militante de la Fapt-CGT, reçoit une convocation pour un entretien

préalable à une sanction pouvant aller jusqu'à trois mois de mise à pied sans salaire au prétexte qu'elle aurait fait entrer dans le centre régional des personnes étrangères au service. Ce qui est faux. En fait, la direction de *la Poste*, dans un air du temps tout répressif, veut intimider tous ceux qui luttent. Le 26 août, elle passe en conseil de discipline. Elle ne sera pas seule puisque la Fapt-CGT 76 appelle ce jour là à 14h00 à un rassemblement devant la direction régionale de *la Poste*. Non les militants syndicaux ne sont pas des délinquants ! Solidarité avec Christèle et tous les militants injustement sanctionnés et pourchassés.

Soutien à Samir

Lorsque l'on s'attaque à un militant de la CGT, c'est toute la CGT que l'on attaque ! Tous derrière SAMIR !

Dans le numéro ecosoc N° 238, nous avons dénoncé la procédure de licenciement à l'encontre du camarade Samir. Une pétition circule pour son soutien, nous la publions ici

MOTION DE SOUTIEN

NON

À LA RÉPRESSION SYNDICALE !!

La CGT..... condamne l'attitude discriminatoire de la direction de SALOMON SAS, envers notre camarade ASGHAR Samir, élu CSE suppléant, représentant syndical de la section CGT depuis le 21 décembre 2023 et militant actif au sein de notre organisation syndicale.

Nous tenons à dénoncer avec la plus grande fermeté cette procédure, que nous considérons comme injustifiée, discriminatoire et attentatoire à la liberté syndicale.

En persistant sur vos faits, vous donnez une mauvaise image de votre entreprise auprès de vos salariés et de la population.

Si vous continuez dans une volonté de réprimer l'action syndicale, malgré notre appel au dialogue, sachez que toute la CGT prendra ses responsabilités.

Le droit syndical est une liberté fondamentale garantie par la Constitution de notre pays. Vous ne pouvez continuer à la refouler en toute impunité.

En vous attaquant à un.e militant.e de la CGT, vous vous attaquez à toute la CGT et vous mettez en péril les remparts qui protègent les salarié.e.s de votre entreprise.

C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt immédiat de toute sanction (avertissement, procédure de licenciement ...) envers notre camarade ASGHAR Samir.

La CGT

mettre en copie à : metaux@cgt.fr) à l'attention de :

- Guillaume Meyzenq - guillaume.meyzenq@salomon.com – Président
- Magali Clément - magali.clement@salomon.com - DRH
- Manuelle Rondet - manuelle.rondet@salomon.com - Directrice RH pour l'IT

Répression toujours : une constante du pouvoir

Le gouvernement veut museler toute parole de contestation ou de révolte.

Les Observatoires des pratiques policières (OPP) de Toulouse et du Tarn ont rendu publique, le 1^{er} août, une analyse des opérations de police lors de la mobilisation contre l'A69 du 4 au 6 juillet. Leur principale conclusion : le gouvernement et la préfecture ont criminalisé les militants en amont de l'événement, pour ensuite justifier un « *dispositif de sécurité exceptionnel* » sur place, et l'usage « *disproportionné* » des grenades lacrymogènes.

L'événement devait célébrer l'annulation de l'autorisation environnementale de l'autoroute entre Castres et Toulouse, mais la cour administrative d'appel a finalement autorisé la reprise des travaux le 28 mai. 1 000 et 2 000 opposants se sont rassemblés sur le domaine privé du château de Scopont dans le Tarn tout près du chantier. Alors que les manifestants n'étaient pas encore arrivés, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau publiait sur le réseau social X le message suivant : « *Quand, au nom de l'écologie, on prépare une manifestation avec des armes comme des catapultes, des boules de pétanque ou des haches ; quand, au nom de l'écologie, on mobilise des dizaines de militants d'ultra-gauche encagoulés et dangereux, dont une cinquantaine de fichés S, qui ne veulent que détruire ou casser du flic, alors c'est qu'on a basculé dans la sédition et l'ultra violence.* »

Le gouvernement avait à dessein que la journée se passe mal, mettant tout en œuvre pour que ça se passe ainsi, en déployant un dispositif complètement surdimensionné : 1 600 policiers et gendarmes mobilisés soit à peu près autant que le nombre de manifestants, 3 blindés Centaure, 2 hélicoptères, 2 engins lanceurs d'eau, 1 avion, plusieurs drones, des véhicules blindés, des lance-grenades...plus de 120 tirs recensés de grenades en

119 minutes le 5 juillet ! L'OPP indique que parmi les manifestants se trouvaient des policiers « infiltrés » et « déguisés en zadistes ».

« *Le contraste entre le déploiement sécuritaire, la rhétorique nationale employée et le calme réel de l'événement [seules trois personnes ont été interpellées puis relâchées faute d'éléments] révèle un décalage intentionnel dans la gestion des luttes écologistes* », dénoncent les auteurs du rapport.

Tout citoyen voulant exprimer une opposition à la politique du capital est assimilé à un ennemi. « *Ce n'est plus l'acte violent qui justifie la répression, mais la simple possibilité de résistance collective* », dénoncent les Observatoires des pratiques policières.

Un autre rapport, celui d'Amnesty International début juillet montrait également la stratégie de l'État français pour museler les militants et la mise en place de dispositifs législatifs et judiciaires afin d'entraver le droit de manifester. Le seul objectif de la répression mise en œuvre est de museler toute parole de contestation ou de révolte comme le soutien à la résistance palestinienne. Face au recul des droits des travailleurs, à la liquidation des conquêtes sociales, au plan austéritaire de Bayrou, à la poursuite d'une désindustrialisation générant le chômage et la précarité, à la répression syndicale s'abattant brutalement contre ceux qui se battent, il n'existe autre alternative que de lutter et organiser une contre-offensive des travailleurs.

Naf Naf disparaît avec une reprise très partielle de l'activité par le groupe Beaumanoir

C'est le groupe Beaumanoir qui au final reprendra partiellement l'activité de Naf naf. C'est ce qu'a décidé le tribunal de commerce de Bobigny. La reprise comprend le nom de la marque et 12 magasins sur les 120 qui ne porteront plus le nom de Naf Naf. Cette reprise avec une baisse de l'activité s'inscrit dans la crise du prêt à porter qui a déjà entraîné dans la tourmente des fermetures : Camaïeu, Jennyfer et Kookaï. Sur les 500 emplois dont 422 en CDI seuls 48 seront repris.

Depuis sa session à Vivarte en 2007 et à différents groupes Chinois puis Turcs, l'enseigne a continué de sombrer, ce d'autant que les engagements pris lors des opérations de reprises n'ont jamais été tenus. Ainsi, lorsque Migiboy Tekstil, en juin 2024, en avait pris les commandes il s'était engagé à la barre du tribunal à investir plus de 1,5 million d'euros pour sauver 90 % des emplois et conserver une centaine de boutiques en propre. Ce qui n'a pas été fait. Dans le domaine des reprises les promesses mensongères sont légion. Ce qui guide le plus souvent les repreneurs ce sont les possibilités d'éliminer un concurrent, de s'accaparer des brevets et des savoir-faire, de toucher des subventions...la production et les emplois étant le cadet de leurs soucis !

Intercités des trains supprimés à cause de la chaleur ? mais pas que !

La SNCF annonce des annulations d'intercités sur les lignes Paris Clermont-Ferrand et Bordeaux Marseille en prenant pour prétexte des risques de panne dans les systèmes de climatisation. Ces lignes où roulent de vieux trains Corail sont connues pour leur état dégradé. Les usagers du Paris Clermont-Ferrand en connaissent un rayon dans le domaine avec des retards récurrents et des suppressions de trains. Pour les cheminots, la raison plus profonde que celle évoquée par la direction est la crainte de cette dernière de se retrouver avec des pannes de traction tant le matériel est à bout de souffle. La bataille du rail avec les usagers doit s'amplifier, c'est ce qu'exprime la Fédération CGT des Cheminots qui appelle à créer les conditions d'une mobilisation la plus large possible à la rentrée.

Pierre Stambul de l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix): "En fermant notre compte, le Crédit coopératif bloque directement l'aide destinée aux civils de Gaza"

Le 30 juillet 2025, après plus de vingt ans de collaboration, le Crédit coopératif a fermé le compte de l'Union juive française pour la paix (UJFP). Selon son porte-parole, Pierre Stambul, cette décision, prise au motif présumé de « soutien au terrorisme », prive l'association d'un outil essentiel pour financer ses projets humanitaires à Gaza. Très en colère, il dénonce une mesure « diffamatoire » et appelle à la mobilisation. Engagé dans le soutien sans faille à la lutte de libération nationale du peuple palestinien, notre Parti Révolutionnaire Communistes apporte son soutien à nos amis de l'UJFP.

Vous pouvez consulter l'interview de Pierre Stamboul donné à la revue : Le courrier de l'Atlas avec le lien suivant :

https://www.lecourrierdelatlas.com/pierre-stambul-de-lujfp-en-fermant-notre-compte-le-credit-cooperatif-bloque-directement-laide-destinee-aux-civils-de-gaza/?fbclid=IwY2xjawMH0V1leHRuA2FlbQIxMQABHvnBDtjEMmBaGRvdg9a0nvMDfbBPIAtO_ZQHfuOLnr8ROsvSthoDW5WX0eH_aem_SP2LpwR9IzoDbz2As_jj2w

Les Universités et le boycott d'Israël

L'Aurdip (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) dans une de ses livraisons fait un bilan des actions dans le domaine des universités et de la recherche visant au boycott d'Israël : *"Les réactions négatives suscitées par la guerre à Gaza s'amplifient et alimentent des boycotts tacites ou explicites de la recherche scientifique israélienne. Les financements se tarissent, les courriels ne reçoivent pas de réponse, des collaborations naguère régulières se détricotent."*

Vous pouvez consulter ce dossier complet : <https://aurdip.org/ce-nest-pas-une-hypothese-le-boycott-contre-la-science-israelienne-se-repand-comme-un-virus/>

Pas d'armes pour les génocidaires sionistes !

Ces derniers jours, une information fait état d'un possible transport d'armes vers Israël passant par Le Havre et des ONG ont alerté sur des possibles transits par Fos-sur-Mer. Rappelons que les dockers CGT du Havre ont déjà fait savoir qu'il n'était pas question pour eux d'accepter de participer d'une manière quelconque à l'armement d'Israël, menaçant de faire cesser le travail sur l'ensemble du site. Début juin, les dockers de Fos-sur-Mer avaient bloqué trois conteneurs de composants militaires à destination d'Israël. Ils avaient refusé de charger des pièces pour fusils-mitrailleurs sur un navire en partance pour Haïfa puis bloqué le chargement de deux autres conteneurs sur le même bateau, expliquant ne pas vouloir " être complices de massacres ".

Monde

Québec (Canada) CN du Parti Communiste du Québec

Le 14 juin le PC Québec partie du Parti Communiste du Canada a tenu son 20^{ème} Comité National faisant suite aux élections législatives dans le pays. Nous rapportons ici un extrait de ce rapport qui analyse la situation sociale et l'état de mobilisation des travailleurs du Québec face aux offensives patronales et à l'agressivité des États-Unis. Comme vous pourrez le constater à la lecture, le comportement des capitalistes canadiens n'est guère différent de celui que nous connaissons : attaques contre les salaires, les droits sociaux et les libertés sont à leur agenda.

"Le Parti, la classe et les masses

La combativité ouvrière reprend et ce, particulièrement au Québec. Dans l'hôtellerie, dans le secteur de la petite-enfance, chez Béton provincial, dans la construction, au STTP : les travailleurs mènent des luttes contre leur appauvrissement. La classe ouvrière reprend confiance dans l'action industrielle. Clairement, les travailleurs refusent de se faire payer au lance-pierre et exigent de meilleures conditions de travail dans un contexte de crise, d'inflation dont les effets continuent de se faire sentir, de crise du logement, bref de transfert massif d'argent du travail vers le capital.

Le Front commun de novembre 2023 a marqué un tournant. Avec 17% d'augmentations salariales, il ne fait aucun doute que leur conquête – que Legault cherche à vilipender – a suscité un regain de combativité au sein de la classe ouvrière. Pour autant, le mot d'ordre d'enrichissement n'est pas à l'ordre du jour. Il ne s'agit que d'un rattrapage salarial devant la poussée inflationniste. Le Capital continue de rafler la mise... Si elle a su occuper le terrain économique, la classe ouvrière s'attaque également au terrain politique. On peut penser aux actions contre la loi 89, émule de la Loi du Cadenas ou du « Bill 20 » révoquant les accréditations de syndicats appelant à la grève. On institue ainsi le concept de corporatisme à l'instar de Franco, Salazar, Mussolini, Pétain et autres partisans du syndicalisme « vertical ». Au lieu de mettre l'accent sur le vol de la plus-value et l'exploitation patronale, on revendique la reconnaissance du « métier » à travers la « bonne entente » sous prétexte que la grève nuit à la fois aux ouvriers, au patronat et à la population en général, le tout sous l'égide d'un État réactionnaire. Ainsi, se battant contre cette loi scélérate et anti-populaire, les syndicats luttent pour la démocratie et l'intérêt général, car comme on le sait, ce sont les luttes ouvrières qui ont donné lieu à des conquêtes sociales avancées dont les congés de maternité, les vacances payées, les pauses au travail, l'Assurance-chômage, la santé et sécurité au travail, etc.

La grève de Postes Canada s'attaque à la privatisation d'un service public essentiel et à sa braderie au profit des multinationales dont Amazon : celui de la distribution. À la STM et dans les compagnies de transport public (dont la CTC), on fait grève non seulement pour un rattrapage salarial, mais surtout pour un réinvestissement massif dans le transport et les infrastructures publiques. Toutes ces luttes remettent en cause non seulement l'exploitation ouvrière, mais également le capitalisme monopoliste d'État, du moins, de manière objective.

À ce chapitre, il convient également de souligner les campagnes éminemment politiques dont celle exigeant la démission de la ministre Déry ou de son homologue Drainville, tous deux exigeant la casse de la santé et de l'éducation publiques. La campagne honnête visant un système de santé « vraiment public » est également digne de mention. De même, le SCFP publie un manifeste politique sur le logement qui, à son honneur, torpille la spéculation comme principale cause de la crise devenue humanitaire qui nous accable. Ces importantes prises de position au-delà du simple affrontement capital – travail en entreprise sont dignes de mention et rappellent que les

syndicats ont, objectivement, maille à partir avec le pouvoir des monopoles. Pour autant, les bonnes intentions ne suffisent pas. Si honnêtes soient-elles, ces campagnes n'ont eu pour portée que les sempiternelles contorsions censées donner l'illusion de mobilisation : les actions contre le PL89 n'ont mobilisé guère plus que les permanents syndicaux alors que bon nombre de militants honnêtes et de salariés étaient dans la mouise par rapport à cette campagne. De même, Vraiment public ressemble bien

plus à un vœu pieu médiatique qu'à une campagne avec mordant pour se débarrasser du parasite privé en santé. On se rappelle que le ministre caquiste Christian Dubé soulignait, il y a un peu plus d'un an, que somme toute, la bonne entente règne avec les syndicats, contrairement aux « syndicats communistes en Europe [la CGT, ndlr] »... Le mouvement syndical aurait avantage non pas à « exiger » des réformes gouvernementales, se plaçant ainsi dans un paradigme de dialogue social, donc de « lobbyisme ». Il devrait plutôt œuvrer à bâtir un rapport de forces capable de miner le capitalisme monopoliste d'État directement.

Pour y parvenir, les syndicats doivent :

- Mettre l'accent sur l'érection d'un rapport de forces véritable contre le capitalisme monopoliste d'État plutôt que de s'empêtrer dans un paradigme de dialogue social appuyé par des actions tape-à-l'œil qui ne contentent rien au patronat. L'État n'est pas un acteur neutre, il n'arbitre pas la lutte des classes, mais il la dynamise et ce, dans les intérêts de la classe dirigeante. Ainsi, les travailleurs et la classe ouvrière organisés doivent occuper les premiers rangs de cette lutte anti-monopoliste et ainsi entraîner les forces progressistes et honnêtes des masses populaires pour contrer le pouvoir des monopoles canadiens comme cosmopolites ;

- En finir avec l'adage « pas de politique dans le syndicat » qui revient à imposer la politique du patronat dans le syndicat. Sans conscience politique, la classe ouvrière tend à devenir corporatiste et à abandonner le concept d'unité entre tous les salariés, employés, travailleurs et prolétaires au profit d'une idéologie identitaire et individualiste, donc corporatiste. Les travailleurs doivent non pas lutter pour leurs intérêts personnels et sectoriels, mais plutôt pour l'intérêt général de la classe ouvrière qui, plus que jamais, peut et doit assumer le pouvoir politique. Il n'est pas question d'exiger un appui au Parti communiste au point où nous en sommes, mais d'espérer que le mouvement syndical prenne part activement dans une grande alliance politique anti-monopoliste et anti-impérialiste;

- Forger une unité syndicale et populaire, soit sortir de l'entre-soi : la classe ouvrière est universelle. Elle doit donc briller ainsi. Le mouvement syndical a une responsabilité particulière à cet effet : il doit mettre de l'avant les éléments qui dynamisent la lutte des classes en son sein autant qu'à l'extérieur. Qu'ils soient syndiqués ou non, les travailleurs restent des travailleurs. Syndiqués ou non, les travailleurs et la classe ouvrière doit pouvoir compter sur le mouvement syndical.

- Inverser le calendrier : plutôt que de chercher à s'organiser en opposition de l'un ou de l'autre des projets de loi, le mouvement syndical devrait avoir pour objectif bâtir un rapport de forces constant contre les monopoles. Ce n'est pas aux travailleurs de quémander au patronat, mais plutôt au patronat de craindre les salariés, travailleurs, ouvriers et prolétaires dans leur mobilisation constante;

- S'attaquer à l'impérialisme et à la guerre : à aucun moment les syndicats n'ont fait leur la question de la paix. Pourtant, la lutte pour la paix implique que soient dévoilés les véritables responsables de la guerre, à savoir nos « alliés stratégiques » qui espèrent relancer l'économie à coup de milliards à payer par la classe ouvrière et les masses populaires. Aucun syndicat digne de ce nom ne peut refuser d'entreprendre une véritable campagne contre le militarisme et la guerre.

Sur le plan international, la mobilisation autour de la Palestine, devant un génocide lourd de plus de 50 000 morts se poursuit, mais s'essouffle. Elle est piégée par des dynamiques sectaires et coupées du monde syndical lesquelles empêchent la création d'une véritable organisation unitaire et forte. L'heure est à l'épanchement de la question palestinienne non pas en question identitaire, religieuse ou régionale, mais plutôt en question de lutte de libération nationale liée à la lutte plus globale contre l'impérialisme en tant que

système global et non contre le seul sionisme. Sans l'impérialisme états-unien, Israël n'est rien. Oui, la Caisse de dépôts de placement du Québec soutient le génocide palestinien à hauteur de 14,2 milliards de dollars investis dans 87 entreprises. Il est également vrai qu'après d'importantes mobilisations, le Fonds de solidarité FTQ semble s'être départi de ses actifs liés au sionisme israélien.

Il s'agit certes d'une victoire considérable. Il reste que celle-ci ne peut être complète sans faire le lien entre le génocide à Gaza et la barbarie impérialiste qui opère autant auprès des travailleurs et de la classe ouvrière québécoise qu'elle massacre au Soudan, au Yémen et affame à Cuba. Nous enjoignons donc les forces éprises de paix et de solidarité internationale à se saisir du tremplin qu'est la solidarité avec la Palestine pour faire croître le mouvement quantitativement comme qualitativement, à savoir user des forces vives à notre disposition pour l'étendre au-delà de la simple question palestinienne et ainsi faire grandir les rangs du mouvement pour la paix et contre l'impérialisme.

Les autres forces démocratiques ne sont pas en reste. Le 8 mars dernier, la Journée internationale des femmes a été marquée par deux manifestations conséquentes. Le matin, un collectif de citoyennes interpellées par la montée de l'extrême-droite s'est organisé pour laisser place à la traditionnelle marche de Femmes de diverses origines en soirée. Dans les deux cas, on constate l'absence de la Fédération des femmes du Québec. Dans l'un, il s'agit d'un retour désespéré aux platitudes des ONG de l'altermondialisme « citoyen » des années 1990 – 2000 tandis que dans l'autre, il s'agit d'un gauchisme mortifère qui ne fait qu'instrumentaliser une lutte cardinale pour exalter son sectarisme. Pourtant, ces deux cas illustrent qu'il y a un appétit pour une organisation féminine de masse et démocratique capable de lutter contre le pouvoir des monopoles. Évidemment, une telle organisation organisant pratiquement la moitié de la population ne peut exister efficacement que si elle s'attaque à ses ennemis véritables, à savoir le pouvoir des monopoles et l'impérialisme et qu'elle inscrive ses revendications dans un paradigme universaliste où priment les questions socio-économiques dont l'équité salariale (qui est loin d'être conquise), tout comme les droits démocratiques qui permettent aux femmes de s'intégrer à l'universel – et non l'inverse, à savoir adapter l'universel pour ainsi cloisonner les luttes.

Venezuela : nouvelle vague de répression contre les syndicats

Le journal du Parti Communiste du Venezuela : *Tribuna Popular* du 7 août consacre un article à la répression contre le mouvement syndical dont nous publions ici de larges extraits. Pour une version complète en anglais : <https://prensapcv.wordpress.com/2025/08/07/new-wave-of-repression-against-trade-unionists/>

"À l'approche des élections municipales du 27 juillet, les syndicats et les organisations de défense des droits humains ont alerté sur une nouvelle vague d'arrestations arbitraires qui exacerbe le climat de criminalisation de la classe ouvrière au Venezuela. Pour le Parti communiste du Venezuela (PCV), cette offensive s'inscrit dans une politique de « portes tournantes » qui s'est intensifiée depuis l'élection présidentielle de 2024. Après la récente libération d'une cinquantaine de personnes détenues dans le cadre de la répression postélectorale, le gouvernement de Nicolás Maduro s'en est une fois de plus pris au mouvement syndical, notamment dans les secteurs de l'aluminium, de la santé et du pétrole. Le 18 juillet, Fernando Serrano, secrétaire aux revendications du Syndicat des travailleurs de l'aluminium, a été arrêté dans l'État de Bolívar. Le même jour, le domicile de Maritza Moreno, présidente de l'Association des infirmières de l'État de Bolívar, a été perquisitionné par les forces de sécurité. Ne la trouvant pas, les agents ont emmené son mari, Ángel Rivas. L'escalade s'est poursuivie le 22 juillet avec l'arrestation de Yanny González, président de l'Association des infirmiers de l'État de Barinas, et de Fidel Brito, président de la Fédération des travailleurs de l'État de Bolívar (Fetrolívar). Les médias régionaux ont rapporté que Brito, 79 ans, souffrant de problèmes de santé tels que la maladie de Parkinson, avait été arrêté à son domicile de Puerto Ordaz. Ces événements s'ajoutent aux plaintes précédentes de proches et de dirigeants syndicaux du secteur pétrolier. Fin juin, l'arrestation de 30 travailleurs du complexe de raffinerie de Paraguaná, dans l'État de Falcón, a été signalée. Par la suite, le secrétaire général de la Fédération unifiée des travailleurs du pétrole du Venezuela (Futpv), José Bodas, a ajouté 35 cas supplémentaires à Anzoátegui. « L'industrie pétrolière est assiégée par le harcèlement, la criminalisation et la persécution des travailleurs », a déclaré Oswaldo Ramos, membre du Bureau politique du PCV, qui a exprimé sa solidarité avec la classe ouvrière et les familles des personnes arrêtées. « Nous exigeons que l'État vénézuélien donne suite à ces allégations ; les travailleurs ne peuvent continuer à disparaître de leur emploi, et encore moins dans les centres contrôlés par l'État, comme c'est le cas chez PDVSA », a ajouté Ramos. Au cours de l'année écoulée, le Venezuela a connu plusieurs vagues de criminalisation et de poursuites judiciaires contre des dirigeants syndicaux, notamment après les arrestations massives de centaines de travailleurs fin juillet 2024, la plupart d'entre eux ayant été appréhendés alors qu'ils rentraient chez eux après leur journée de travail. Dans le cas des militants syndicaux, ces arrestations s'inscrivent dans une escalade de la répression qui touche également les militants politiques et sociaux et les défenseurs des droits humains. Un exemple en a été l'arrestation à son domicile de Carlos Durán, président du Syndicat des enseignants de l'État de Mérida (SUMA). Accusé de participation à un complot présumé, l'enseignant a été inculpé de terrorisme et de trahison. Comme dans la plupart des cas de l'année écoulée, il s'est vu refuser le droit à la défense. Le même mois, l'enseignante Lourdes Villareal a été enlevée et emmenée de force par des individus cagoulés non identifiés. L'incident s'est produit devant sa maison, située dans la paroisse de La Pastora, à Caracas. Villareal est une dirigeante du Syndicat des enseignants vénézuéliens, ce qui renforce les inquiétudes quant à la persécution systématique du mouvement enseignant."

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Greybull_Capital

² <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000028811102>

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service